

Air Algérie, paramédicaux, résidents, éducation...
Les salariés se mettent en grève et haussent le ton revendicatif

- Béjaïa/Les actions de protestation se multiplient
- Tizi Ouzou/Des centaines de médecins résidents dans la rue

Lire pages 2 et 4



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4382 - Mardi 23 janvier 2018 - Prix : 10 DA



Rabah Asma

«J'ai hâte de rencontrer mes fans à Alger»

Page 24

Retard dans la réalisation des logements LPA et LSP

Temmar pointe du doigt les promoteurs immobiliers

Page 3

Rameau d'olivier réussira-t-il là où Bouclier de l'Euphrate a échoué ?

Par Mohamed Habili

Maintenant que les Turcs ont lancé leurs chars et leurs avions sur Afrine pour en déloger les milices kurdes, sans que personne ne fasse rien pour les contrer, ni les Américains, pourtant amis déclarés des Kurdes, ni les Russes, ni même les Syriens, malgré leurs mises en garde, le plus dur pour eux reste à faire : réaliser leurs objectifs, faire bonne figure, ne pas perdre la face. C'est que dans cette guerre, à peu près tous les protagonistes ont fait à un moment ou à un autre leurs preuves, à l'exception notable de l'armée turque, qui depuis le début a bien plus fait étalage de sa force et vociféré des menaces qu'enlever des positions et imposer sa loi. Si elle est redoutable, comme il semble en effet, la preuve n'en est pas encore faite pour autant. En fait, il n'y a eu qu'une seule fois où elle a fait sensation, c'est lorsqu'elle a abattu un avion russe entrant à peine dans son espace aérien. On connaît la suite : des excuses faites par Erdogan à Poutine, pas même en turc, à ce qu'on a alors raconté, mais en russe. L'opération qui vient de commencer, étrangement appelée «Rameau d'olivier», n'a même pas lieu d'être, vu qu'elle est la répétition d'une première, «Bouclier de l'Euphrate», qui visait justement à empêcher les Kurdes de s'arroger un territoire à l'ouest de l'Euphrate.

Suite en page 3

Protection de la production nationale et réduction des importations

Le ministère du Commerce passe à l'offensive



Le gouvernement compte mettre en place des mesures de sauvegarde du marché national pour réduire le volume des importations, préserver les réserves de change et ainsi permettre à la production nationale et à l'entreprise algérienne de se réappropriier le marché local. Lire page 2

Conseil de paix et de sécurité de l'UA

L'Algérie non candidate pour le nouveau mandat 2018-2019

Page 3

Boumerdès

Naissance d'une Ligue nationale de la littérature amazighe

Page 13

Protection de la production nationale et réduction des importations

Le ministère du Commerce passe à l'offensive

■ Le gouvernement compte mettre en place des mesures de sauvegarde du marché national pour réduire le volume des importations, préserver les réserves de change et ainsi permettre à la production nationale et à l'entreprise algérienne de se réappropriier le marché local.

Par Meriem Benchaouia

Une Commission consultative intersectorielle chargée du suivi du dispositif de protection de l'outil national de production a été installée auprès du ministère du Commerce, a indiqué ce département ministériel dans un communiqué. «Le ministère du Commerce informe l'ensemble des opérateurs économiques qu'il a été procédé à l'installation des membres de la Commission intersectorielle consultative chargée du suivi des mesures de sauvegarde de la production nationale», lit-on dans le communiqué. Cette commission, qui entre dans le cadre du dispositif de l'encadrement des importations et de la protection de la production nationale, s'ajoute aux mesures d'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation (TIC de 30%) pour 10 familles de produits finis, et de relèvement des droits de douane (60%) pour 32 familles de produits finis ainsi que la suspension provisoire à l'importation de 851 produits. Dans ce sens, un arrêté interministériel a été élaboré conjointement, en janvier courant, par les ministères respectivement des Finances, du Commerce, de l'Industrie et des Mines et de



l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Ce nouveau texte réglementaire porte sur l'institution d'un dispositif de gestion et de suivi des mesures de sauvegarde à travers la création d'une Commission consultative intersectorielle chargée du suivi de ces mesures, et sur la mise en place d'un dispositif relatif à la réception et au traitement des demandes de sauvegarde. Les mesures de sauvegarde, selon le ministère du Commerce, peuvent prendre la forme de droits de douane additionnels ou restrictions quantitatives provisoires devant per-

mettre la réhabilitation et la protection de l'industrie locale contre les flux d'importations massives ou néfastes.

Les demandes de sauvegarde formulées par les opérateurs économiques

La Commission consultative est chargée d'examiner les demandes de sauvegarde et leurs opportunités et de donner son avis concernant ces demandes de sauvegarde faites par les opérateurs économiques après examen des résultats de

l'enquête prévue par la réglementation en vigueur. Il s'agit aussi pour cette commission de proposer les mesures de sauvegarde appropriées, de donner son avis sur toute question liée aux sauvegardes comme elle peut solliciter toute information ou donnée jugée nécessaire dans le cadre de l'accomplissement de ses missions auprès des institutions et autres entités publiques et/ou privées. Se réunissant en session ordinaire une fois par mois et en sessions extraordinaires en cas de besoin, cette commission est présidée par le directeur général

du commerce extérieur et composée de sept membres représentant des ministères respectivement des Finances (direction générale des Douanes et direction générale des Impôts), du Commerce, de l'Industrie et des Mines, de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et d'un représentant de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci). La commission peut faire appel à toute personne ou expert en raison de ses compétences pour l'assister dans ses travaux. Quant aux demandes d'application des mesures de sauvegarde, elles sont formulées par les opérateurs économiques et devront être déposées au niveau du ministère du Commerce. Préalablement à l'examen des demandes par la Commission consultative intersectorielle, le secrétariat de cette dernière est tenu de la vérification de l'identification du requérant (branche de production nationale), du volume de production du requérant par rapport à la production nationale sur les trois dernières années, de la capacité de production théorique et réelle, du taux de couverture du marché, du nombre d'employés, de l'investissement actuel et en projet, de l'accroissement des importations et de la nature du dommage. **M. B.**

Produits suspendus à l'importation

Évaluation de la liste dans trois mois

La liste des 851 produits suspendus à l'importation sera évaluée dans trois mois, a indiqué, hier à Alger, le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi. A l'issue d'une audition par la Commission des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur le projet de règlement budgétaire 2015, le ministre a été interrogé par la presse si une révision de cette liste des produits va être éventuellement opérée. A ce propos, le ministre a répondu qu'une première évaluation de cette liste interviendrait dans trois mois, ajoutant que le nombre des produits de cette liste pourrait être augmenté comme elle pourrait être réduite selon les résultats de cette évaluation. Pour rappel, le décret exécutif portant

désignation des marchandises soumises au régime des restrictions à l'importation a été publié au *Journal officiel* n° 1 de l'année 2018. Ce texte législatif note que les produits concernés «sont temporairement suspendus à l'importation jusqu'au rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements». Au nombre de 851, ces marchandises relèvent de 45 catégories de marchandises. Il s'agit essentiellement de fruits secs, des fromages (produits finis), des fruits frais (à l'exception des bananes), des légumes frais (sauf l'ail), des viandes (à l'exception des viandes bovines), du thon, des dérivés du maïs, des préparations de viande, des chewing-gum, des bonbons et chocolats, des pâtes alimen-

taires, des viennoiseries, des dérivés de céréales, des conserves de légumes, des tomates préparées ou conservées, des confitures, des gelées, des fruits conservés, des préparations alimentaires, des eaux minérales, du ciment, des détergents, des produits plastiques finis et semi-finis, des produits hygiéniques, du marbre et du granite, du papier hygiénique, des tapis, de la céramique finie, des glaces et verres, des moissonneuses-batteuses, des articles de robinetterie, des fils de câbles, des meubles, des lustres, des articles électroménagers et des téléphones mobiles. Outre la suspension d'importation de ces 851 produits, des mesures à caractère tarifaire ont été instaurées dans le cadre de

l'encadrement des importations. Prévu par les dispositions de la loi de finances pour 2018, ces mesures portent sur l'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation (TIC) au taux de 30%, pour 10 familles de produits finis. Il s'agit du saumon, fruits secs sans coques et autres fruits séchés, épices, sucreries, confiserie, préparations à base d'extraits et d'essence (liquide et autres), modems et décodeurs numériques, appareils avertisseurs d'incendies, appareils électriques avertisseurs et micro-ordinateurs (la désignation des produits et leurs positions tarifaires sont précisées dans l'article 32 de la loi de finances pour 2018). **L. M.**

Tizi Ouzou

Des centaines de médecins résidents dans la rue

Des centaines de médecins résidents venus des centres hospitalo-universitaires de Tizi Ouzou, Blida, Alger et Béjaïa, ont marché, hier, à Tizi Ouzou à l'appel du collectif autonome des médecins résidents algériens pour exprimer leur mobilisation aux côtés de leurs délégués appelés à la table de négociations avec la tutelle autour de plusieurs revendications socio-professionnelles. Les manifestants ont pris le départ devant le campus Hasnaoua de l'université Mouloud-Mammeri pour rap-

peler leurs revendications sur des pancartes et banderoles brandies tout au long de l'itinéraire de la marche. Les médecins résidents exerçant à Tizi Ouzou, auxquels se sont joints leurs confrères venus des wilayas précitées, ont exprimé leur détermination à poursuivre leur mouvement de protestation jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Au cours de la marche, les résidents ont dénoncé l'absence de moyens et les mauvaises conditions dans l'accomplissement de leurs tâches au profit du

citoyen. Les protestataires ont saisi l'occasion pour appeler leurs délégués au sein du Camra à rester attachés à la plateforme de revendications à l'origine de la grève qui se poursuit depuis plusieurs semaines. Après avoir emprunté les principales rues de la ville de Tizi Ouzou, notamment celle mitoyenne au CHU Nédir-Mohamed, les manifestants se sont regroupés devant le siège de la wilaya avant de se disperser dans le calme.

Hamid M.



Ph.M. Zaoui/A.

Retard dans la réalisation des logements LPA et LSP

Temmar pointe du doigt les promoteurs immobiliers

■ Pointant du doigt les promoteurs immobiliers, Abdelwahid Temmar, ministre de l'Habitat, imputera à ces derniers la responsabilité des retards accusés dans la réalisation des programmes de logements des formules LPA et LSP (logement promotionnel aidé et participatif). C'était hier, lors de la cérémonie d'attribution, à Alger, d'attestations d'agrément à 122 promoteurs immobiliers.

Par Lynda Naili

A ce titre, présidant la cérémonie d'attribution d'attestations d'agrément à 122 promoteurs immobiliers, Abdelwahid Temmar fera savoir que les travaux de réalisation de plus de 16 000 logements promotionnels aidés et participatifs accusaient un retard dans 46 wilayas, indiquant, à ce propos, que quelque 270 promoteurs immobiliers n'ont pas tenu leurs engagements d'exécution de projets de logements LPA et LSP, faisant que 344 chantiers se trouvent actuellement à l'arrêt. Et au ministre de l'Habitat de s'engager à régler les problèmes enregistrés afin de relancer les projets en stand-by depuis des lustres, au grand dam des bénéficiaires. Dans ce contexte, évoquant ainsi les obstacles ayant entravé la réalisation de ces 16 000 logements, il énoncera notamment l'utilisation des fonds des souscripteurs dans d'autres projets, les litiges entre souscripteurs et promoteurs immobiliers portés devant la justice et d'autres problèmes liés au foncier. Ceci avant de rappeler que la réalisation du programme de 70 000 unités de logements promotionnels aidés nécessite 7 000 promoteurs immobiliers qui seront sélectionnés selon leurs compétences. Les promoteurs immobiliers non inscrits au



P.V.D.R.

Fonds de garantie et de caution mutuelle de la promotion immobilière (Fgcmpl) sont menacés d'annulation d'agrément. D'autre part, sur le registre des mauvaises pratiques et des infractions commises par certains promoteurs immobiliers, le ministre de l'Habitat fera part de pas moins de 3 508 promoteurs non inscrits au FGCMPI. En effet, selon lui, le ministère a enregistré plus de 9 400 demandes d'agrément introduites par des promoteurs immobiliers, dont 5 240 affiliés au FGCMPI. Aussi, invitant les concernés à s'y inscrire dans un délai ne dépassant pas le premier trimestre 2018, il avertira

que «*tout manquement à cette démarche exposera le promoteur à l'annulation de son agrément*». En outre, le ministre relèvera que le Fonds avait enregistré 5 240 promoteurs immobiliers affiliés sur les 7 000 promoteurs agréés, soit un taux de 63%. Sur les 9 400 demandes d'agrément introduites au niveau du ministère, plus de 8 700 sont en étude (93%), 3 864 ont reçu des avis favorables et 337 ont été rejetées. Par ailleurs, en vue de mettre de l'ordre dans cette branche d'activité, Temmar fera savoir que le premier trimestre de l'année en cours verra l'élaboration de trois fichiers nationaux devant recenser les promo-

teurs immobiliers, les bureaux d'études et les maîtres d'œuvre. L'objectif étant, dira-t-il, de connaître les capacités et compétences de chaque promoteur. Et de préciser, à ce propos, que l'opération de recensement, qui a atteint 90% pour le fichier des maîtres d'œuvre et plus de 60% pour celui des bureaux d'études, se poursuivra jusqu'à fin mars prochain. A noter que plus de 3 700 maîtres d'œuvre ont été recensés contre 6 227 projets de construction. De son côté, le Fgcmpl a enregistré 150 000 unités réalisées par les promoteurs qui y sont affiliés, dont 50 000 unités dans le cadre de la promotion libre. **L. N.**

Conseil de paix et de sécurité de l'UA

L'Algérie non candidate pour le nouveau mandat 2018-2019

Invité de la Radio nationale, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, déclare que l'Algérie ne sera pas candidate pour le nouveau mandat 2018-2019 au sein du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), mais se présentera pour un mandat de 3 ans en 2019. Interrogé sur le prochain sommet de l'UA et du renouvellement des deux tiers (2/3) de la composante du CPS, M. Messahel indique que «*l'Algérie, dont le mandat arrive à échéance à la fin de ce mois, ne sera pas candidate pour le nouveau mandat 2018-2019, mais se présentera pour un mandat de 3 ans en 2019, et ce, dans le cadre de l'application du principe de rotation entre les pays membres de l'Organisation*». Le chef de la diplomatie algérienne a rappelé, à cet égard, que l'Algérie s'était déjà abstenue de présenter sa candidature pour le mandat 2010-2013. En outre, à la question de savoir quel était le lien entre être membre du Conseil de

paix et de sécurité et le poste de commissaire pour la paix et la sécurité de l'UA, Messahel indique qu'*«il y a lieu de dissocier entre la qualité de membre du Conseil et le poste de Commissaire pour la paix et la sécurité que l'ambassadeur Smail Cherqui occupera jusqu'en 2021»*. Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères, annonce qu'il a été chargé par le Président Abdelaziz Bouteflika de le représenter au Forum économique mondial de Davos (Suisse), qui débutera aujourd'hui. Cette rencontre se propose d'examiner les approches visant à «*créer un avenir commun entre les pays de la planète dans un monde fracturé*».

Dialogue 5+5 marqué par la présence rare de tous les représentants des pays

Par ailleurs, Abdelkader Messahel indique que l'Algérie est contrainte de maintenir un

«*haut niveau de vigilance*», parce que, dit-il, elle est entourée de zones de «*grande turbulence*» qui l'ont amenée à déployer son armée dans les zones frontalières, afin de protéger son intégrité territoriale.

Concernant la situation en Libye, le ministre signale que la diplomatie algérienne travaille à créer un climat politique qui préserverait l'unité territoriale et la stabilité de ce pays. Il en est de même pour le Mali où explique-t-il, il s'agit de persévérer à concrétiser les accords du processus d'Alger, pour mettre fin à la présence terroriste et aux grands trafics dans la région, ajoute le ministre.

Il révèle, en outre, que l'Algérie, en plus d'une aide logistique et humanitaire, forme actuellement des troupes d'élite spécialisées dans la lutte antiterroriste, au bénéfice du Niger et du Mali, en particulier.

«*La 14^e Conférence ministérielle du Dialogue 5+5 organisée à Alger, a été marquée par une*

présence qualifiée de rare de tous les représentants des pays membres». Compte tenu de l'importance de cette Conférence, et des défis que connaît la région, celle-ci a été marquée par la présence des représentants des dix pays des deux rives de la Méditerranée, indique encore le ministre.

«*Il est rare qu'au niveau des ministres des Affaires étrangères les 10 pays soient présents, en plus de la présence du Secrétaire général de l'UMA (Union du Maghreb arabe) et de l'UpM (Union pour la Méditerranée), mais également le Commissaire de l'Union européenne chargé de la politique de bon voisinage*», déclare-t-il.

Il déclare encore que la participation de son homologue marocain, Nasser Bourita, à la Conférence ministérielle du Dialogue 5+5, tenue à Alger, s'inscrit dans un cadre multilatéral et non bilatéral. Dans ce sens, M. Messahel indique que son homologue marocain avait rai-

LA QUESTION DU JOUR

Rameau d'olivier réussira-t-il là où Bouclier de l'Euphrate a échoué ?

Suite de la page une

Si celle-ci avait réussi, il n'y aurait pas eu besoin de se lancer dans celle-là. Les Kurdes auraient déjà été chassés d'Afrine, et même de Menbej. Or comme ils ne l'ont été ni de l'une ni de l'autre, la question se pose désormais de savoir s'ils vont l'être cette fois-ci. A vrai dire, elle se pose d'autant plus maintenant, c'est-à-dire au troisième jour de l'offensive, que les Turcs ont déjà annoncé que leurs chars sont entrés dans Afrine, chose que les Kurdes ont aussitôt et catégoriquement démenti, tout en mettant en défi d'ailleurs les Turcs de jamais pouvoir le faire. Si l'opération Rameau d'olivier tournait court, si elle s'enlisait dans les sables, comme le Bouclier de l'Euphrate, si les chars turcs ne parvenaient pas à percer les lignes de défense kurdes autour de Afrine, les retombées pourraient se révéler gravissimes pour le président turc et pour son régime. Déjà que Bouclier de l'Euphrate n'a pas été une réussite, s'il faut que Rameau d'olivier échoue à son tour, c'est un coup dont l'armée turque pourrait bien avoir du mal à se relever. Or rien ne prouve encore que si tout le monde a laissé faire, ce n'est pas à dessin, pour justement voir cette armée tomber dans le piège qui lui est tendu. Evidemment, si d'ici quelques jours, ou dans quelques heures, on apprendrait par exemple qu'un avion turc a été abattu par la défense anti-aérienne syrienne, à laquelle même les avions israéliens ont désormais du mal à échapper, cette preuve serait faite sur-le-champ, et de façon on ne peut plus claire. On n'en est pas encore là. Mais pour l'heure, on ne peut totalement l'exclure. On peut toutefois penser que les Turcs ne se sont pas engagés dans cette offensive sans s'être préalablement assurés qu'on ne leur tirerait pas dans le dos. Or nul besoin pour cela qu'on aille jusqu'à leur tirer dans le dos, il suffirait de faire parvenir aux Kurdes les armes qu'il faut non seulement pour se défendre, mais pour les repousser. Ou les Russes, ou les Syriens, ou les Américains, ou deux à la fois, ou les trois à la fois, auraient quelques bonnes raisons, les unes partagées les autres non, de venir en aide aux Kurdes à cette occasion précise. **M. H.**

son, car la présence à Alger de M. Bourita s'inscrit bien dans un cadre multilatéral et non bilatéral, tout comme l'était celle des autres MAE des pays membres du Dialogue 5+5, dont la présence à Alger s'inscrit dans un cadre multilatéral et non bilatéral.

Louiza Ait Ramdane

Air Algérie, paramédicaux, résidents, éducation...

Les salariés se mettent en grève et haussent le ton revendicatif

■ Apparemment, le secteur du transport aérien a aussi été atteint par la «grippe» de la grève. En effet, après la grève illimitée des médecins résidents, des paramédicaux, du secteur de l'éducation, le personnel navigant commercial de la compagnie Air Algérie a déclenché hier un débrayage engendrant l'annulation de plusieurs vols internationaux et nationaux.

Par Thinhinene Khouchi

Les paramédicaux, les médecins résidents, les enseignants, le personnel navigant commercial d'Air Algérie ont entamé cette nouvelle année 2018 du mauvais pied. En effet, depuis déjà plus de deux mois, les grèves se multiplient de jour en jour. Après les médecins résidents qui ont entamé depuis décembre une grève illimitée et les paramédicaux qui ont annoncé au



Vols annulés et passagers pris en otage

terme de la réunion du conseil national que leur mouvement de grève sera reconduit, le secteur de l'éducation qui connaît aussi une vraie perturbation, le personnel navigant commercial de la compagnie Air Algérie a déclenché hier matin une grève «surprise» en soulevant plusieurs revendications dont la révision de la grille des salaires. Ce mouvement de grève déclenché à Alger a été partiellement suivi à Oran et Annaba, tandis qu'une cellule de crise a été installée, a indiqué la compagnie nationale dans un communiqué. Air Algérie indique que cette grève a été déclenchée sans préavis dès 4h du matin. «Les vols nationaux et internatio-

naux au départ d'Alger n'ont pas pu décoller», a-t-elle précisé, ajoutant que «ce mouvement de grève n'a pas été largement suivi par Oran et Annaba où des vols ont pu être effectués». Selon le syndicat du personnel navigant commercial d'Air Algérie «le PNC d'Air Algérie a déposé à la direction de la compagnie aérienne nationale une liste de revendications, dont principalement des augmentations de salaire». Une augmentation qui a été signée par l'ancien patron d'Air Algérie et a été gelée par le nouveau P-DG. Il restait 40% de l'augmentation. Le syndicat des PNC d'Air Algérie avait déposé un préavis de grève le 31 décembre et ils ont eu le OK pour la grève le 7

janvier. Mais selon des sources de l'intérieur du syndicat, le Premier ministre Ouyahia avait demandé du temps pour régler le problème. D'autre part, à l'aéroport d'Alger, cette grève surprise a provoqué tollé et indignation chez plusieurs voyageurs, qui ont vu leurs vols annulés. Cette grève du personnel navigant commercial d'Air Algérie n'est qu'une suite des nombreuses grèves que connaît l'Algérie. Pour rappel, le syndicat national des enseignants de l'enseignement secondaire et le corps tertiaire de l'Education nationale, a annoncé une grève pour le 31 janvier prochain. Les enseignants de l'enseignement secondaire ont justifié le recours au débrayage

par le fait que le ministère de l'Education nationale n'a pas répondu favorablement aux revendications des enseignants. Les adhérents du syndicat des enseignants vont également se solidariser avec leurs homologues de Tizi-Ouzou, Béjaïa et Blida qui observent une grève depuis plusieurs jours pour notamment protester contre des humiliations subies par certains de leurs collègues. Car, dans ces trois wilayas, les enseignants ont tenu des grèves qui ont duré plusieurs semaines. Si le mouvement s'est arrêté à Tizi-Ouzou, il n'en est pas de même à Béjaïa où la grève des enseignants agace les parents d'élèves. T. K.

Béjaïa

Les actions de protestation se multiplient

Le phénomène des coupures de routes et fermeture des institutions de l'Etat se poursuit à Béjaïa. La journée de dimanche a été marquée par la fermeture de la route nationale 09, les sièges de la daïra et l'APC par des citoyens de Souk El-Tenine, à l'est du chef-lieu de la wilaya. Ces actions ont été menées par les habitants du quartier Tassabount. Ces derniers ont procédé à la fermeture de la RN9 pour réclamer le raccordement de leurs habitations au réseau électrique. Les habitants rappellent avoir saisi les autorités à plusieurs reprises sur le problème avant de recourir au blocage de l'axe routier afin de

faire entendre leurs voix. Un blocage qui n'a, par ailleurs, pas manqué de générer de grands bouchons sur tous les axes menant au chef-lieu de la commune. Pas loin du lieu, les demandeurs de logements sociaux qui ont mis sous scellé le siège de la daïra durant trois jours, la semaine dernière, ont poursuivi leur action de protestation avant-hier. Ils ont réclament résolution l'attribution des 197 logements et la remise des clés. Ils dénoncent le retard accusé par l'administration locale pour la remises clés, faisant part de la souffrance qu'ils endurent avec leurs familles depuis de très

longues années. Pour rappel, une liste de bénéficiaires avait été rendue publique le mois de février de l'année passée avant qu'elle ne soit annulée par l'administration pour que les dossiers soient réétudiés. Mais, le retard qu'accuse l'attribution a fini par susciter l'ire des souscripteurs. Durant la même journée, des habitants de Lotta une localité distante de quelques kilomètres du chef-lieu de la commune se sont insurgés mais, contre la hausse subite des prix du transport en procédant à la fermeture de l'ex-RN9. Selon les mécontents, l'augmentation des tarifs de 5 DA est «excessive» et elle se

répercutera sans nul doute, négativement, sur les petites bourses. Les trois mouvements de protestation enregistrés dans la même journée dans la région ont suscité l'ire des citoyens, notamment des usagers de la route qui ont trouvé d'énormes difficultés à se déplacer d'autant plus que tous les accès au chef-lieu de la commune ont été obstrués par des files interminables de véhicules. Par ailleurs, des villageois de Souk El-Djema dans la commune de Toudja ont procédé, de leur côté, à la fermeture du siège de l'APC pour réclamer des bus pour le ramassage scolaire, le revêtement des axes routiers

du village et un bon nombre de problèmes liés au cadre de vie des habitants, à savoir, l'insalubrité sur le CW 43 et la RN24, le gaz de ville, l'électrification de certains foyers et l'équipement de la salle de soins du village. Les manifestants ont rappelé les engagements pris par les responsables locaux à l'issue d'une réunion qui s'est déroulée le mois de novembre dernier et qui n'ont pas été tenus. Cette action de protestation a été suspendue après l'intervention du P/APW de Béjaïa qui s'est engagé à prendre en charge les revendications des mécontents. Hocine Cherfa

Conflits individuels en 2017 dans la région d'Oran

Près de 14 400 plaintes enregistrées par l'Inspection du travail

Près de 14 400 plaintes relatives à la relation de travail employé-employeur ont été enregistrées durant l'année 2017 par l'Inspection du travail de la région d'Oran, a-t-on appris lundi auprès de cet organisme couvrant six wilayas de l'Ouest du pays. Du 1^{er} janvier à fin décembre écoulés, 14 392 plaintes individuelles ont été déposées par des employés contre leurs employeurs dans la

région d'Oran, qui couvre les wilayas d'Oran, Mascara, Sidi Bel Abbès, Aïn Témouchent, Mostaganem, et de Tlemcen, a expliqué à l'APS l'Inspecteur régional du travail, Mohamed Bendib. Ces plaintes ont été traitées par les neuf bureaux de conciliation de l'Inspection régionale. Elles proviennent essentiellement des travailleurs du secteur privé, principalement ceux rele-

vant des secteurs du bâtiment et travaux publics et celui des services, a-t-il fait savoir. Quelque 579 procès-verbaux de conciliation ont été dressés et 8 705 autres PV de non-conciliation établis dont 5 559 PV de non-conciliation pour absence de l'employeur. A propos des PV de non-conciliation, Mohamed Bendib a précisé que dans 90% de cas, c'est dû essentiellement à l'imprécision des

adresses qui rend difficile la remise des convocations et au fait que certains employeurs ne répondent pas aux convocations de l'Inspection du travail. La plupart de ces plaintes ont été déposées par des travailleurs en exercice ou licenciés et qui n'ont pas bénéficié de leurs droits. Le licenciement abusif, la non-remise des attestations de travail ou fiches de paie et également la non-déclaration à la

sécurité sociale sont les causes principales de ces conflits. En 2016, environ 14 040 plaintes ont été enregistrées par l'Inspection régionale du travail. Pour ce qui est des grèves ou débrayages durant l'année dernière, le même responsable a relevé qu' hormis les grèves à caractère national, aucun arrêt de travail n'a été enregistré au niveau local durant l'année écoulée. Ghani Y.

Assainissement du foncier agricole

250 000 hectares de terres agricoles restitués

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a indiqué, lundi à M'sila, que «250 000 hectares de terres agricoles ont été restitués à l'échelle nationale jusqu'à aujourd'hui», dans le cadre de l'assainissement du foncier agricole.

Par Mehdi F.

En inspectant la laiterie El Hodna, et en réponse à une préoccupation d'un agriculteur, le ministre a souligné que la préservation du foncier agricole était «la mission de tous, les services et les chambres de l'agriculture notamment». Il a, dans ce contexte, appelé à redynamiser les commissions de daïra chargées de préserver le foncier et de régulariser les exploitations agricoles. Le ministre a fixé le mois de mars prochain «comme date butoir»



PH.D. R.

pour l'organisation des diverses filières agricoles, mettant en exergue l'impact de cette organisation sur la production. Il a insisté sur l'effet de «mieux valoriser la filière avicole», insistant à dire que cette filière était «prometteuse et génératrice de richesses». M. Bouazghi a cité, dans ce contexte, la wilaya de Batna comme «modèle national à suivre dans l'organisation et la production avicole». Le ministre de l'Agriculture, du

Développement rural et de la Pêche a également affirmé qu'«il n'y a pas eu de recul dans l'activité agricole à l'échelle nationale» et que «l'Algérie n'était pas loin pour assurer sa sécurité alimentaire», appelant à conjuguer les efforts de tous les intervenants pour concrétiser les objectifs tracés. Le ministre a soutenu que la création d'une instance pour le suivi de l'évolution de la production agricole, son évaluation et l'établissement

des perspectives du secteur est en mesure de «donner plus de visibilité» à chaque filière. «La valeur de la production agricole nationale est actuellement de l'ordre de 3 000 milliards de DA et peut atteindre jusqu'à 7 000 milliards de dinars à moyen terme avec le suivi et la coopération entre les services et les chambres d'agriculture», a considéré le ministre. Il a ajouté que l'Etat continuera d'assurer le suivi et le soutien de toutes les

initiatives versant dans la mise en valeur des terres agricoles et l'augmentation de la production. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche devra visiter dans la commune de Khoubana deux exploitations agricoles privées spécialisées dans la production céréaliculture et l'élevage bovin. Il devra également inspecter une exploitation privée oléicole dans la commune d'Oultem.

Salim O./APS

Mena/ FMI

Les réformes économiques doivent être «appliquées de façon équitable»

Les pays de la région Mena devraient s'efforcer de mener des réformes économiques «bien conçues et appliquées de façon équitable» pour assurer la croissance et l'emploi, a indiqué Jihad Azour, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI. Dans une contribution publiée sur le blog du FMI dans le sillage des accusations adressées à cette institution financière internationale de vouloir imposer l'austérité à la Tunisie, Azour relève qu'il est «regrettable que le processus de réforme économique en cours fasse marche arrière». Dihad Azour soutient que «la montée des tensions sociales et des manifestations dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord montrent clairement que le désir de prospérité, d'équité et d'avenir des habitants de la région reste insatisfait». «Ceci nous ramène à la nécessité des réformes, des réformes bien conçues, bien échelonnées, et appliquées de

façon équitable à toute la population», explique-t-il. «Les programmes menés dans ce sens devraient aussi veiller à l'équilibre social et à tenir la promesse d'une vie meilleure pour tous, et plus particulièrement pour les personnes pauvres et vulnérables». «C'est le défi que doit relever aujourd'hui cette région qui souffre depuis des décennies d'un modèle d'assistanat où le secteur public est le plus grand pourvoyeur d'emplois», dira-t-il à ce propos. Actuellement, la plupart des pays n'ont pas d'autre choix que d'équilibrer leurs budgets car, selon lui, il n'est pas tenable d'accumuler des dettes publiques pour financer des dépenses qui se sont trop souvent révélées improductives. «Le remboursement de ces dettes se fait au détriment de dépenses vitales dans les domaines de la santé et de l'éducation, et ce sont les générations futures qui en paieront le prix», prévient ce responsable.

Tenir compte de la situation de chaque pays

Pour être efficaces, les programmes de réformes doivent être adaptés aux circonstances propres à chaque pays, précise-t-il. «Dans les pays où l'Etat dispose de marges de manœuvre importantes, comme en Algérie ou dans le Golfe, le FMI a suggéré de réduire les déficits à une cadence modérée», relève Azour. «Dans ceux où la dette publique est déjà élevée et augmente encore, comme en Egypte ou en Tunisie, le FMI a fourni des financements qui permettront un ajustement budgétaire plus progressif que ce qui aurait été possible autrement, et à un taux d'intérêt plus bas». «Nous nous efforçons également d'être attentifs aux circonstances sociales et politiques, comme en Tunisie, où nous avons adouci plusieurs fois l'objectif en matière de déficit budgétaire, malgré les conséquences pour la

dette et l'inflation», explique Azour dont l'institution a nié jeudi dernier avoir imposé un programme d'austérité à la Tunisie qui aurait été à l'origine de la montée des tensions sociales dans ce pays maghrébin. Aussi, les gouvernements devraient veiller à assurer «une répartition équitable de l'impôt sur toute la population», suggère Azour, même s'il reconnaît que «la politique fiscale et budgétaire des Etats constitue peut-être bien le sujet le plus sensible». Il faut donc «redoubler d'efforts pour lutter contre la fraude fiscale, élargir l'assiette de l'impôt et veiller également de plus en plus à ce que les personnes les plus vulnérables soient préservées des augmentations d'impôts et des réductions des dépenses», recommande le chef du département Mena et Asie centrale. En parallèle, il préconise la réduction des subventions à l'énergie, très coûteuses et profitant aux riches et le maintien des subventions alimen-

taires, par exemple pour l'achat de pain en Jordanie et en Tunisie. «Les défis à relever dans la région demeurent considérables», constate-t-il, mais estime pour autant que les pays ont bien progressé depuis le «printemps arabe». Globalement, la région a maintenu la stabilité macroéconomique, en dépit de circonstances très difficiles, la croissance est en hausse, l'inflation se stabilise, et dans la plupart des pays l'endettement ralentit. Plus encourageant encore, la population de la région, jeune et talentueuse, semble de plus en plus désireuse de prendre son avenir en main. Portée par un système éducatif adéquat et de véritables perspectives d'emploi, cette nouvelle génération pourrait alimenter une croissance économique sans précédent, prévoit ce responsable. «Autre bon signe, les dirigeants de la région donnent de plus en plus la priorité à la croissance et à l'emploi», souligne Azour.

M. F.

Pétrole

Le Brent ouvre la semaine à plus de 68 dollars à Londres

Les cours du pétrole se stabilisaient hier en cours d'échanges européens au lendemain d'une réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires, où une poursuite de la coopération après 2018 a été évoquée. En milieu de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars

valait 68,58 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 3 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février, dont c'est le dernier jour de cotation, prenait 3 cents à 63,40 dollars.

Après une baisse marquée vendredi, l'or noir a ouvert en hausse lundi avant d'effacer ses gains. Inquiétés en fin de semaine dernière par les prévisions de l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) sur une production américaine encore plus élevée que prévu, les investisseurs ont été quelque peu rassurés par les propos tenus dimanche

à Mascate (Oman) lors de la septième réunion de suivi de l'accord de l'Opep et de ses partenaires. «Une sortie anticipée de l'accord a été écartée par la Russie», a souligné un analyste, alors que la hausse des cours avait poussé certains acteurs du marché à craindre une hausse de la production de ces 24 pays, qui représentent 60% de la pro-

duction mondiale et qui sont pour l'instant engagés jusqu'à la fin de l'année. «Nous ne devons pas limiter nos efforts (à des quotas de production) en 2018. Nous devons parler d'un cadre pour notre coopération à plus long terme», a au contraire plaidé le ministre saoudien de l'Énergie, Khaled al-Faleh, lors d'une réunion à Mascate. R. E.

Réouverture de la RN 15 dans une dizaine de jours

Tizi-Ouzou / Eboulement rocheux à Iferhounene

■ La route nationale 15, fermée à la circulation à hauteur de la commune d'Iferhounene (65 km au sud-est de Tizi-Ouzou) suite à un éboulement rocheux, sera rouverte dans une dizaine de jours, a annoncé la direction locale des travaux publics.

Par Lyes B.

Le chef de service maintenance de la DTP a observé que l'intervention pour la sécurisation du site touché par l'éboulement, qui s'est produit hier samedi à hauteur de Thabourth Thamechtouht sans faire de victimes, rendant temporairement cette route inaccessible, «*interviendra dans les prochains 24 ou 48 h*».

Les travaux qui s'étaleront sur une dizaine de jours, en raison de conditions géomorphologiques du site (route étroite, terrain rocheux et instable) et météorologiques de la région caractérisée notamment par un épais brouillard qui réduit la visibilité, seront lancés une fois la zone expertisée par un bureau d'études, engagé par la DTP.

«*L'expertise permettra d'arrêter le mode d'intervention à adopter pour la stabilisation et la sécurisation*

du site», a-t-il ajouté. De son côté, le directeur local des travaux publics, Rabhi Smail, qui s'est rendu samedi sur place avec une équipe technique de sa direction, a observé qu'en attendant cette expertise, sa direction avait mobilisé deux engins, un treuille et un grand retro-chargeur, pour enlever les rochers qui se sont décrochés à flanc de montagne, juste avant le petit tunnel qui mène vers le village Tirourda et bloquant la circulation sur environ 150 mètres, afin de libérer la chaussée.

Le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Iferhounene, Djaoud Youcef, a expliqué que les experts se trouvant sur site avaient confirmé l'instabilité de la zone en raison de la présence de grands rochers sur les hauteurs, qu'il faudra dégager avant toute intervention pour sécuriser définitivement cette partie de la RN 15 car risquant de se détacher et de

s'écrouler à tout moment.

L'éboulement de samedi qui s'est produit à un moment où la route était vide avait entraîné de gros rochers dont certains pesant plus de 2 tonnes, a ajouté LM. Djaoud, observant que ce phénomène a été causé par l'écoulement d'eau en provenance d'une source située plus haut emportant la terre qui retenait plus au moins les rochers au niveau de ce site.

«*Les travaux de dégagement doivent être menés avec beaucoup de prudence*», a-t-il insisté. S'agissant des usagers de ce tronçon de routier, M. Seddouk, qui rappelant le maillage de la wilaya de Tizi-Ouzou par un réseau routier très dense, a observé que cet éboulement n'avait pas causé d'enclavement de citoyens. «*Les automobilistes en provenance du village Tirourda ou de Cheurfa (Bouira) qui veulent se rendre dans la région ou rejoindre Tizi-Ouzou*



peuvent emprunter le chemin communal qui relie Tirourda au chef-lieu de la commune d'Iferhounene», a-t-il relevé, notant que les usagers de la RN 15 ont

l'habitude de l'utiliser lorsque cet axe autoroutier est bloqué par la neige.

L. B./APS

Mostaganem

Près de 1,2 milliard DA pour des opérations d'aménagement urbain

Une enveloppe de 1,2 milliard DA a été consacrée pour des opérations d'aménagement et d'amélioration urbains de la ville de Mostaganem en prévision de la saison estivale prochaine, a déclaré le directeur des travaux publics, Mohamed Bouazgui. «*Douze opérations financées par le Caisse des collectivités locales sont prévues dans les communes de Mostaganem et de Mazaghran portant sur l'aménagement des axes routiers de Salamandre,*

Sablettes, Sidi Medjdoub, Kharouba, cité Zeghloul, Tijditt et le centre-ville de Mostaganem», a indiqué le responsable. Les travaux d'aménagement de la piste de randonnée de la façade maritime de Salamandre dotés d'une enveloppe de 310 millions DA ont été lancés dernièrement, de même que ceux du front de mer entre les plages «*Le crique*» et «*Sablettes*» de Mazaghran et de la façade maritime entre la plage de «*El Mataria*» et de «*Sidi Medjdoub*» dans la commune de

Mostaganem pour un coût de 200 millions DA, a-t-on fait savoir. La zone d'expansion touristique (ZET) des Sablettes enregistrera une large opération d'aménagement de chaussées et de trottoirs ainsi que l'embellissement des axes menant vers les hôtels et résidences touristiques avant juin prochain pour un coût de 70 millions DA, a-t-on ajouté. Il est prévu aussi d'aménager les entrées du parc zoologique, d'attraction et de loisirs «*Mosta Land*» à Kharouba, ainsi que la

citée des 544 logements et hai Essalem pour un montant de 165 millions DA. Ce programme, qui se poursuivra jusqu'au début de la saison estivale 2018, comporte l'aménagement externe, la réfection des immeubles de la façade maritime de Salamandre (1 700 logements) pour un coût de 40 millions DA et l'aménagement interne de hai «*Sidi Lakhdar Benkhelouf*» dans la même zone (80 millions DA), de la cité des 348 logements de Tijditt, celle des 350 logements de Kharouba (53 millions DA), selon la même source. Les espaces verts du boulevard Ghali Benzahra et la rue du Sahel de Tijditt verront aussi,

selon M. Bouazgui, des opérations d'aménagement pour un coût de 26,5 millions DA, ainsi que celle de la piste piétonnière du centre-ville de Mostaganem de 100 millions DA, l'embellissement de l'environnement et la réalisation d'espaces de loisirs à la cité «*Zeghloul*» et au boulevard «*Mohamed Khemisti*» (140 millions DA). Parallèlement à ces opérations, un projet de revêtement des chemins de wilaya au sein du tissu urbain de Mostaganem (15 km) a été lancé la semaine dernière pour un coût de 143 millions DA prélevés du fonds national des autoroutes.

Hocine A.

Illizi

Plus de 4 400 emplois créés en 2017 dans divers secteurs d'activités

Quelque 4 460 emplois ont été créés l'année dernière dans divers secteurs d'activités à travers la wilaya d'Illizi, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Emploi (DE). Il est aussi fait état de la réception, durant la même période, de 3 217 offres d'emploi ayant permis le placement de 3.058 personnes dans différentes entreprises publiques et privées établies dans la région, notamment les compagnies pétrolières et les activités liées aux services, a précisé le chef de bureau de coordination, des statistiques et d'évaluation à la DE, Ahmed Gourine. Le même responsable a noté que 32 emplois ont été générés par 15 microprojets financés par le biais de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) et versés

notamment dans les activités agricoles et du bâtiment et travaux publics, en plus de 14 autres emplois créés durant l'année écoulée par six projets montés par le biais de la Caisse nationale d'assurance du chômage (Cnac). L'année écoulée a donné lieu également au placement de 236 diplômés universitaires, dont 140 postes pourvus dans des activités administratives et 96 autres dans le secteur économique. L'opération d'embauche a permis le placement, au titre des contrats d'insertion professionnelle, de 295 jeunes titulaires d'un niveau de 3^e année d'enseignement secondaire, promus des établissements de la formation professionnelle. Quelque 156 de ces postes ont été offerts par les administrations, 139 autres par le secteur

économique, en plus de 796 postes ouverts dans les chantiers des entreprises publiques et privées. Le secteur de l'Emploi dans la wilaya d'Illizi a enregistré ces dernières années «*une diversification*» d'offres, proposées par les secteurs public et privé, à la satisfaction des postulants, contre le recrutement, il y a quelques années, uniquement au niveau des sociétés pétrolières établies dans la région, souligne la même source. Le secteur s'emploie, dans le cadre des efforts fournis pour la promotion de l'emploi dans la région, à l'organisation de nombreux salons et campagnes de sensibilisation en direction des jeunes, sur les diverses opportunités accordées par le biais des dispositifs de l'emploi.

T.K./APS

Tipasa

Distribution prochaine de près de 700 logements publics locatifs

PRÈS de 700 logements publics locatifs (LPL) sont attendus prochainement à la distribution dans la commune de Tipasa, «*en toute transparence*», selon le chef de la daïra de Tipasa, qui signale que l'opération «*en est aux dernières retouches*». Les procédures administratives (enquêtes sociales et contrôle du fichier national du logement entre autres) pour l'entame de la distribution de 660 LPL, sur les hauteurs de la ville de Tipasa «*en sont aux dernières retouches*», a souligné M. Meziane. Le responsable, qui n'a pas donné une date exacte pour l'affichage de la liste des bénéficiaires de ces unités, a néanmoins, assuré que l'examen du dossier de ces logements se fait «*dans la transparence*», affirmant son engagement à veiller à leur «*distribution équitable conformément aux priorités prescrites pour chaque cas*». Il a annoncé, à ce sujet, que l'affichage des listes nominatives des bénéficiaires englobera une photo d'identité de chacun d'eux, accompagnée de sa situation personnelle. A noter que le projet de réalisation de ces 660 LPL a accusé un grand retard. En effet, si le chantier des logements a été achevé en 2014, le volet des aménagements externes a pris un énorme retard, jusqu'à sa prise en charge, début 2017, par la direction de l'urbanisme de la wilaya, a-t-on signalé.

R.R.



Tunisie/ Moncef Marzouki :

«La loi de finances est catastrophique et conduira à des troubles sociaux»



Par Amel N.

Marzouki s'exprimait en marge de la réunion du bureau politique de son

parti, dimanche à Gafsa, dans le cadre des préparatifs pour les élections municipales. Marzouki a indiqué que plusieurs parties avaient mis en garde contre les conséquences de loi de

finances, rappelant que le gouvernement avait qualifié 2017 d'année de relance alors que seuls les prix ont augmenté. La dégradation de la situation sociale et économique dans le

■ Le président du parti Al Irada, Moncef Marzouki, a qualifié la loi de finances 2018 de «catastrophique» et conduira à des troubles sociaux, alertant que tous les chiffres et prévisions confirment que la souffrance des Tunisiens se poursuivra au cours des prochaines années.

pays poussera les gens à manifester dans la rue, a-t-il averti, exprimant sa crainte de voir les mouvements sociaux exploités par certaines parties et confondu avec les actes de vandalisme. L'ancien président de la République a appelé à la nécessité de s'attacher au caractère pacifique des protestations légitimes qui constituent le propre des pays démocratiques et d'assurer que les actes de pillage et de vandalisme ne se produisent pas pour ne pas discréditer ces mouvements sociaux. Sur un autre plan, le président d'Al Irada a déclaré que la réunion du bureau politique du parti dans le gouvernorat de Gafsa s'inscrit

dans le cadre des préparatifs pour les prochaines élections municipales. Selon lui, la situation du pays aurait été meilleure si ces élections avaient eu lieu il y a trois ou quatre ans.

Le chef de la branche d'Aqmi tué par les forces spéciales

Le chef du groupe djihadiste tunisien Okba Ibn Nafaa, affilié à Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), a été tué samedi lors d'une opération des forces spéciales, a déclaré le ministère de l'Intérieur. Le raid a également coûté la vie à l'Algérien Bilel Kobi, un proche conseiller du chef d'Aqmi Abou Moussab Abdoul Wadoud, connu également sous le nom d'Abdelmalek Droukdel. Le groupe Okba Ibn Nafaa est basé dans les monts Semmama et Chaambi, près de la frontière avec l'Algérie. Le ministère de l'Intérieur a précisé que les forces spéciales avaient découvert dimanche le corps d'un «*dangereux terroriste*», l'Algérien Béchir Ben Neji, tué dans l'opération de samedi. «*Il était le chef d'Okba Ibn Nafaa au mont Semmama*», a-t-il dit. Les forces tunisiennes ont tué l'an dernier le précédent chef d'Okba Ibn Nafaa, l'Algérien Mourad Chaieb. La Tunisie a été durement frappée en 2015 par des attaques islamistes au musée Bardo de Tunis et sur une plage de la station balnéaire de Sousse.

A. N./Agences

Libye

Le maréchal Haftar lance ses troupes dans le sud libyen

Le porte-parole de l'armée nationale libyenne, dirigée par le maréchal Khalifa Haftar, a annoncé le début d'une offensive dans le désert libyen. L'opération prénommée «la colère du désert» a lieu au sud-est du pays, près de la frontière égyptienne, et vise des rebelles soudanais du mouvement Justice et égalité, mouvement qui fait du sud libyen sa base arrière. Cette opération militaire apparaît comme une réponse directe à l'assassinat, la semaine dernière, de six soldats de la brigade 106 de l'armée libyenne. Ils patrouillaient dans le désert, près de l'oasis de Jaghoub, au sud-est du pays, tout près de la frontière égyptienne, quand ils ont été tués. L'armée libyenne accuse le mouvement islamiste soudanais du Darfour, Justice et égalité (MJE), qui est présent en Libye, d'être derrière cet assassinat. Ce mouvement est

également accusé de se livrer à toutes sortes de trafic entre la Libye et le Soudan. Selon un communiqué du général Mabrouk Al-Gazaoui, chef militaire de la section d'Al-Kofra, l'aviation militaire libyenne a opéré depuis la base militaire d'Al-Kofra. Il a visé les positions des rebelles soudanais au sud-est de Jaghoub et à l'ouest d'Al-Kofra. Quinze véhicules avec ses occupants ont été touchés.

Rébellions tchadienne et soudanaise

Le responsable militaire indique que le but de l'offensive est d'obliger les rebelles à se retirer vers l'ouest et à regagner le territoire soudanais. A plusieurs reprises, des combats ont éclaté entre le mouvement Justice et égalité et les forces de Khalifa

Haftar dans le sud du pays. A noter que des forces de rébellion soudanaises et tchadiennes sont présentes dans le sud-libyen depuis des années. Ces miliciens sont mercenaires chez les islamistes de Misrata qui payent leurs salaires. Il y a quelques mois, ce sont les positions de la rébellion tchadienne, à la zone frontalière, qui ont été bombardées par l'aviation de l'armée libyenne. Les Tchadiens en Libye sont également accusés de soutenir les milices de Misrata comme celle de Tripoli. Ce nouveau combat ne peut que rappeler, l'existence d'une autre rébellion, soudanaise, cette fois : l'armée de la libération du Soudan, faction Mina Mennaoui, employée en tant que mercenaire dans l'armée de Khalifa Haftar. Et c'est le maréchal lui-même qui l'avait reconnu.

Samir B./RFI

Sahara occidental

Une ONG danoise dénonce la transgression de la légalité internationale

Lorganisation non gouvernementale (ONG) danoise «Afrika kontakt» a dénoncé la démarche du gouvernement de Copenhague pour de nouvelles négociations entre l'Union européenne (UE) et le Maroc sur l'accord de pêche qui englobe les eaux territoriales du Sahara occidental ainsi que la transgression des décisions de la Cour de justice européenne (Cjue) concernant l'illégalité de cet accord. Dans un communiqué de presse, «Afrika kontakt» a réagi à une note adressée par le ministre des Affaires étrangères, Anders Samuelsen, au Parlement danois (Folketing) pour l'approbation du projet danois de mandater l'UE à entrer dans de nouvelles négociations sur l'accord de pêche

avec le Maroc, qui englobe les eaux territoriales du Sahara occidental. Le chef de la diplomatie danoise veut que la Commission européenne donne son accord pour que l'UE entre dans des négociations avec le Maroc sur un nouvel accord dans le domaine de la pêche, mais le problème réside en ce que cet accord concerne le territoire du Sahara Occidental occupé par le Maroc, lit-on dans le communiqué. L'ONG rappelle que le Maroc occupe le territoire du Sahara occidental depuis l'année 1975 et que l'Organisation des Nations unies (ONU) œuvre, depuis 1991, pour la résolution du conflit en vue d'organiser un référendum d'autodétermination sur lequel l'occupant marocain

tergiverse toujours. L'ONG indique que la Cjue a affirmé dans son arrêt rendu au mois de décembre 2016, que le territoire du Sahara occidental n'est pas marocain et que l'accord commercial conclu entre l'UE et le Maroc est invalide, car il inclut le territoire du Sahara occidental. Un avis conforté par l'avocat général de la Cjue, le 10 janvier en cours, dans ses conclusions relatives à l'accord de pêche. Le communiqué rappelle que le Front Polisario, représentant légitime et unique du peuple sahraoui, avait traîné devant le tribunal des bateaux impliqués dans le pillage des richesses du Sahara Occidental. «*Les avocats du Front Polisario ont déjà averti le syndicat des armateurs*

et le ministère des Affaires étrangères qu'ils ne cesseront pas de réclamer des dommages et intérêts et la saisie des cargaisons des navires danois, et que ceci

s'applique également aux pêcheurs danois qui ne respectent pas l'arrêt de la CJUE», conclut le communiqué. **APS**

Maroc

Un mort et trois blessés dans un accident dans une mine

UNE PERSONNE a trouvé la mort et trois autres ont été blessées dans un accident survenu pendant un forage à la mine de Jbel Aouam, dans la région de Meknes, dans le centre du Maroc, a indiqué le ministère de l'Energie et des Mines. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'accident, survenu vendredi matin dans un des puits du centre minier de Tighza, a indiqué une source au ministère, citée par l'AFP. Le centre minier de Tighza exploite des filons de plomb, de zinc et d'argent, selon le site internet de la Compagnie Minière de Touissit (CMT) qui l'exploite et possède 13 concessions, 18 permis miniers et 35 permis de recherche répartis sur l'ensemble des régions marocaines. **R. M.**



Afghanistan

A l'hôtel attaqué à Kaboul, les assaillants «cherchaient les étrangers»

■ «Ils cherchaient les étrangers», a raconté un rescapé de l'attaque d'un grand hôtel de Kaboul par les talibans qui a fait ce week-end une vingtaine de morts, selon un nouveau bilan, plus du double selon les médias locaux.

Par Rosa C.

Le ministère de la Santé a dénombré 22 corps dans les hôpitaux publics et celui de l'Intérieur rapporte «19 morts dont 14 étrangers et dix blessés, dont six militaires».

Sept Ukrainiens ont été tués dans l'attaque selon le dernier bilan de leur ambassade: «tous travaillaient pour la compagnie aérienne (locale) Kam Air et habitaient à l'hôtel Intercontinental», a précisé l'ambassadeur Viktor Nikitiouk, joint par la chaîne ukrainienne 112. Le P-DG de Kam Air Samad Usman Samadi a refusé de confirmer les nationalités mais déclaré à l'AFP que «neuf personnes sont portées manquantes», équipages, pilotes et techniciens. «Nous avons dû modifier nos plans de vol». Un Kazakh en voyage d'affaires, spécialiste des télécoms âgé d'une quarantaine d'années, a également été tué selon Anouar Janaïkov, porte-parole du ministère kazakh des Affaires étrangères, sur sa page Facebook. Selon un témoin rescapé, rencontré par l'AFP, plusieurs victimes ont été décapitées par les



assaillants, dont «au moins deux étrangers». «J'ai vu cinq personnes décapitées au poignard à l'intérieur de l'hôtel, dont deux étrangers qui suppliaient d'une voix faible», a raconté toujours choqué Noorullah, 24 ans, depuis son lit d'hôpital. «J'ai vu des dizaines de corps, pour moi le bilan est bien supérieur à celui donné par le gouvernement», a ajouté le jeune homme qui s'est

blessé en sautant par la fenêtre du quatrième étage. Pour les témoins et observateurs, les chiffres officiels restent conservateurs étant donné la violence de l'assaut, mené par six hommes munis de pistolets, kalachnikov et grenades douze heures durant. L'un d'entre eux au moins portait une veste explosive, selon un porte-parole du ministère de l'Intérieur, Nasrat Rahimi. La chaîne de télévision Tolo News cite pour sa part un total de «43 morts selon des sources crédibles». Nombre de corps ont été par ailleurs emmenés à l'hôpital militaire de Kaboul

- interdit à la presse. «Certains corps sont tellement calcinés qu'il faudra des tests ADN pour les reconnaître», a indiqué à l'AFP Wahid Majroh, le porte-parole du ministère de la Santé. La plupart des victimes ont été tuées par armes à feu ou armes blanches, mais d'autres ont péri dans l'incendie déclenché au quatrième étage par le commando après le début de l'attaque. Hasibullah, 20 ans, employé à la boulangerie du restaurant, a rapporté que le commando cherchait d'abord les étrangers. «Ils ont commencé par les étrangers, ensuite le tour des Afghans est venu: ils tuaient un par un», a-t-il assuré à l'AFP depuis l'hôpital - lui aussi a sauvé sa vie en sautant par la fenêtre du cinquième étage où il s'était réfugié. Il se trouvait dans la salle de restaurant quand se sont présentés «deux hommes en civil» qui l'ont appelé pour se faire servir, avant d'ouvrir le feu au fusil d'assaut. «Ils tiraient à vue sur les gens. J'ai vu beaucoup de corps au sol dans le restaurant». Réfugié dans une chambre au 5^e étage, il a entendu les membres du commando ouvrir «les portes les unes après les autres avec leurs poignards et tirer au pistolet ou à la kalashnikov. C'est alors que j'ai sauté dans le vide». Selon une source sécuritaire, «deux des

assaillants avaient passé la nuit à l'hôtel, enregistrés comme clients». Les questions demeurent nombreuses sur la sécurité de l'hôtel et la facilité avec laquelle le commando est entré avec ses armes. Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur Najib Danish, les assaillants sont arrivés par les cuisines situées sur l'arrière du bâtiment avant de gagner le hall principal. Deux autres se trouvaient donc déjà dans le restaurant selon les témoins. Selon des employés de l'hôtel, l'accès est aisé par l'arrière, ou un simple mur peut-être aisément escaladé. La question d'éventuelles complicités internes qui auraient permis d'introduire des armes avant l'attaque est évidemment posée. «Ils avaient certainement des complices dans l'hôtel. Sinon comment seraient-ils passés avec les caméras de sécurité?», s'interroge Hasibullah. De plus, a constaté une journaliste de l'AFP qui a assisté à une conférence sur place samedi matin, les voitures n'étaient pas fouillées à l'entrée du complexe et la fouille au corps aisément contournable. L'hôtel Intercontinental de Kaboul, propriété de l'État afghan, a déjà été en juin 2011 la cible d'une attaque revendiquée par les talibans qui avait fait 21 morts. R. C.



Points chauds

Acteur

Par Fouzia Mahmoudi

En prenant unilatéralement fait et cause pour les Israéliens dans le conflit qui les oppose depuis des décennies aux Palestiniens, Donald Trump a choisi en toute conscience d'ôter à son pays le rôle de médiateur dans la région. Comment en effet les Américains pourraient-ils tenir un rôle d'une telle importance lorsqu'ils sont eux-mêmes ouvertement désormais dans le camp des intérêts israéliens? Pourtant, le vice-président américain, Mike Pence, reçu avec les honneurs que l'on imagine en Israël, semble penser que son pays reste un acteur de premier plan dans le processus de paix au Proche-Orient, celui-ci ayant effectivement évoqué la possibilité d'une «ère nouvelle» pour l'effort de paix avec les Palestiniens, malgré la colère et le boycott de sa visite par ces derniers. «Je suis ici avec l'espoir que nous sommes à l'aube d'une ère nouvelle où reprendront les discussions pour trouver une solution pacifique au conflit qui affecte cette région depuis des décennies», a déclaré Pence, reçu par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Il s'est par ailleurs dit «convaincu (...) que nous créons une nouvelle opportunité de progresser sur la voie de négociations menées de bonne foi» entre Israéliens et Palestiniens. Le Premier ministre israélien n'a pas ménagé les signes de gratitude pour cette déclaration «historique», et évoqué le rôle prêt à Pence dans cette reconnaissance. Après avoir reçu des centaines de responsables étrangers dans la Ville sainte, «c'est la première fois (...) que nous sommes deux dirigeants à dire ces trois mots: capitale d'Israël, Jérusalem», a déclaré Netanyahu. Pence est un fervent évangéliste américain et passe pour avoir exercé une influence prépondérante sur la décision de Trump, largement interprétée comme une concession à cet électorat important pour le président. Au même moment, le président palestinien Mahmoud Abbas était hier à Bruxelles, en quête du soutien de l'Union européenne à la création d'un État indépendant. Il a demandé à Bruxelles de «reconnaître l'État de Palestine», a assuré le ministre palestinien des Affaires étrangères Riyad al-Malki. Une reconnaissance peu probable de la part d'une Institution européenne qui veut plus que tout maintenir le statu quo et éviter autant que faire se peut de se brouiller ce cela soit avec les Palestiniens ou les Israéliens. Reste à voir si toutefois l'UE se proposera comme nouveau fer de lance du processus de paix et si les Israéliens accepteront de mettre de côté Washington, ou si tant que Trump sera à la Maison-Blanche, aucun début de dialogue ne pourra être envisagé. F. M.

Tchéchénie

L'ONG Memorial dans le viseur de Ramzan Kadyrov

Arrestations, perquisitions et agressions se multiplient contre Memorial, la dernière organisation de défense des droits de l'Homme en Tchétchénie. Pour nombre de militants, leur origine ne fait aucun doute: Ramzan Kadyrov, plus que jamais homme fort de la république du Caucase russe.

Après l'arrestation du responsable de Memorial dans cette région, Oïoub Titiev, un autre représentant de l'ONG, Oleg Orlov, constate: il est devenu «pratiquement impossible» pour les militants des droits de l'Homme d'y travailler. A 60 ans, Oïoub Titiev a été arrêté le 9 janvier par la police tchéchène qui affirme avoir trouvé dans sa voiture de la drogue, selon lui placée dans le véhicule à son insu. Il risque jusqu'à dix ans de prison. Quelques jours plus tard, deux inconnus ont mis le feu à l'antenne de Memorial en Ingouchie, autre république du Caucase russe voisine de la Tchétchénie, détruisant ordinateurs et documents. Vendredi, la police a perquisitionné ses locaux à Grozny, la capitale tchéchène, pour la troisième fois en une semaine. Memorial est la dernière organisation de

défense des droits de l'Homme encore présente en Tchétchénie, malgré ses critiques contre Ramzan Kadyrov qui dirige cette république à majorité musulmane depuis 2007 avec le soutien de Vladimir Poutine. Selon Igor Kaliapine, à la tête de l'ONG Comité contre la torture, une telle défiance est inacceptable pour le leader tchéchène. Il l'accuse d'avoir déclenché une «guerre non déclarée» contre les militants des droits de l'Homme. M. Kadyrov a récemment affirmé que ces militants «n'ont pas de nation, n'ont pas de religion, ils n'ont que leurs propres intérêts».

Ramzan Kadyrov «cherche à construire un système totalitaire parfait en Tchétchénie, basé non seulement sur la peur, mais sur un amour sincère», assure M. Kaliapine. «Si quelqu'un dit du mal de lui en Tchétchénie, c'est comme si sa maison était cambriolée».

Les ONG de défense des droits de l'Homme ont considérablement réduit leur présence en Tchétchénie depuis l'assassinat en 2009 de Natalia Estemirova, qui dirigeait l'antenne de Memorial avant Oïoub Titiev. Le Comité contre la torture

a continué pendant plusieurs années d'y envoyer ses membres pour des missions de courte durée, tout en étant la cible d'incendies et d'agressions.

Igor Kaliapine lui-même a été attaqué à Grozny en 2016 par des hommes masqués qui ont jeté sur lui des oeufs et du liquide antiseptique.

«Aucune de ces délits n'a fait l'objet d'une enquête», souligne-t-il, accusant le dirigeant tchéchène d'avoir orchestré ces agressions: «On ne peut même pas éternuer en Tchétchénie sans que Kadyrov ne le sache».

Son ONG n'a plus d'antenne locale dans cette république, notamment en raison du peu d'intérêt démontré par les habitants. «A quoi bon demander de l'aide à ces gens s'ils ne peuvent pas se défendre eux-mêmes?» explique Igor Kaliapine.

Accusé par des ONG des droits de l'Homme d'encourager les exactions à l'encontre des jihadistes présumés ou des homosexuels, M. Kadyrov jouit d'une popularité écrasante: selon un sondage réalisé en mai par l'institut VTsIOM, 77% des Russes approuvent au moins partiellement son action.



Boumerdès

Naissance d'une Ligue nationale de la littérature amazighe

■ Une Ligue nationale de la littérature amazighe a été créée dimanche à Boumerdès, à l'initiative de l'Union des écrivains algériens (UEA), avec la désignation à sa tête du D^r Tarek Thabet, de l'université de Batna.

Par Adéla S.

L'annonce de l'institution de cette Ligue nationale a été faite à l'issue d'un colloque national sur la «Dimension nationale de la littérature amazighe : le poète troubadour Si Muhend Ou Mhand», abrité, deux jours durant, par la maison de la culture «Rachid-Mimouni», a indiqué à l'APS le président de l'Union des écrivains algériens (UEA), Youcef Chagra. Dans une déclaration en marge de ce colloque, ayant vu la participation d'universitaires, hommes de lettres et poètes de 18 wilayas, M. Chagra a signalé que cette initiative est le couronnement de «longs et profonds débats» entre tous les acteurs concernés au sein de l'UEA et ce, durant quatre longues années. Cette Ligue

nationale de la littérature amazighe s'ajoutera aux autres «sections» de l'UEA, créées ces dernières années, à l'image de la Ligue nationale de littérature populaire et de la Ligue de littérature pour enfants. Selon ses fondateurs, cette nouvelle Ligue nationale aura pour mission principale de veiller à la «promotion et au développement de la littérature amazighe à travers tous le pays». La clôture de ce même colloque national a également été marquée par l'annonce de l'institution d'un prix national en littérature amazighe devant récompenser, annuellement, les meilleurs œuvres littéraires et poétiques en tamazight, à l'occasion du nouvel an amazigh (Yennayer). Selon M. Chagra, ce prix national sera organisé en parallèle avec le colloque national sur la littérature amazighe, qui sera promu en une manifestation annuelle. L'organisation de ce colloque national à Boumerdès participe aux efforts de promotion et de développement de la littérature amazighe, a indiqué le directeur de la maison de la culture «Rachid-Mimouni», co-organisatrice de la manifestation avec l'UEA. **A. S./APS**



PH. > D. R.

Théâtre régional d'Oran

Des mesures pour mieux accueillir le public

La direction du théâtre régional «Abdelkader -Alloula» d'Oran a adopté un ensemble de mesures pour assurer un meilleur accueil au public, à savoir une convention pour un parking près du théâtre, la mise en place d'un espace pour enfants, ainsi que l'aménagement d'un accès pour les handicapés, a annoncé le directeur de cet établissement.

«Nous œuvrons à lever toutes les contraintes que nous avons pu constater par rapport à l'accueil du public», a déclaré à l'APS Mourad Senouci, ajoutant que la direction du théâtre, à

l'écoute des doléances du public, a réussi à résoudre les problèmes les plus récurrents.

Garer sa voiture dans cette zone du centre-ville s'avère le premier problème relevé, ce qui a poussé la direction du TRO à signer une convention avec un garage à étages, situé à moins de cinq minutes du théâtre, a-t-on indiqué.

Avec un bon remis au moment de la réservation, les spectateurs peuvent se rendre au garage, où des places sont réservées à l'avance avec un tarif réduit de 150 dinars pour 4 heures, a expliqué M. Senouci.

Une solution a été, par ailleurs, trouvée pour les parents d'enfants en bas âge, qui se plaignent souvent de peiner à faire garder leurs petits, avec un espace enfants, a-t-il encore fait savoir, ajoutant que cet espace est plus qu'une garderie, puisque des ateliers de dessin, de chant, de danse, des animations avec des clowns, occuperont les enfants pendant que leurs parents assistent tranquillement au spectacle.

Cet espace, dont le tarif a été fixé au prix symbolique de 100 dinars, accueillera des enfants entre 3 et 7 ans, a précisé le

directeur du TRO. S'agissant de l'accès adapté aux handicapés, il a indiqué qu'une piste mobile, fixable sur les escaliers, a été conçue de manière à être placée sur le côté pendant le spectacle et être enlevée par la suite.

Ces solutions simples ont été réfléchies pour mettre le public le plus à l'aise possible, a-t-il dit, relevant : «C'est une façon de promouvoir le théâtre et la culture en levant tous les obstacles qui peuvent dissuader une personne à aller voir une pièce, assister à un café-théâtre, écouter un concert, etc.».

Houari T.

Skikda

La commune de Kheneg Mayoun lance l'initiative «une bibliothèque dans chaque café»

La commune de Kheneg Mayoune (ouest de Skikda) a lancé un projet culturel baptisé «une bibliothèque dans chaque café», a-t-on appris dimanche

du président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), Saïd Bouaziz.

Cette initiative, première du genre à l'échelle locale, a été

lancée avec «l'objectif de faire sortir les livres des bibliothèques, des institutions et des établissements éducatifs et encourager la lecture», a préci-

sé l'édile.

Il a également précisé que plusieurs titres dans divers thèmes sont désormais proposés dans les cafés de la commune de Kheneg Mayoune, attestant que l'initiative sera généralisée dans d'autres cafés avec l'ambition de faire de ces cafés «des espaces pour la lecture».

De son côté, le directeur de la bibliothèque centrale de la ville de Skikda, Abdelaziz Bouhbila, a salué cette initiative, affirmant que son établissement est prêt à collaborer avec les services de la commune, soulignant l'impact de cette action pour renforcer le plaisir de lire.

Il est à signaler que l'idée d'une bibliothèque dans chaque café a été proposée par le poète de la localité, Mohamed Kari.

Hania T.

Prix Django-Reinhardt 2017

La chanteuse franco-américaine Cécile McLorin Salvant lauréate

LA CHANTEUSE franco-américaine Cécile McLorin Salvant a reçu, dimanche soir à Paris, le Prix Django-Reinhardt 2017 de l'Académie du jazz.

Ce prix, le plus prestigieux de l'Académie, récompense le meilleur musicien ou la meilleure musicienne français(e) de l'année écoulée. C'est seulement la quatrième fois qu'une femme le remporte.

«Elle possède une voix d'une justesse absolument renversante

avec une élasticité rare, ce qui fait qu'elle l'utilise comme un instrumentiste de haut vol le ferait», a déclaré François Lacharme, 57 ans, président depuis 2005 de l'Académie.

Cécile McLorin Salvant est née il y a 28 ans à Miami d'un père haïtien et d'une mère gadeloupéenne. Elle a publié en 2017 son quatrième album, «Dreams and Daggers». Elle avait déjà frôlé le Prix Django Reinhardt en 2013 et en 2015,

où elle avait à chaque fois figuré parmi les trois finalistes.

La remise des prix a eu lieu en présence notamment du contrebassiste Christian McBride, venu spécialement de New York recevoir sa récompense, et de Martial Solal. L'Académie compte 62 membres (journalistes, écrivains, photographes, enseignants musicologues, programmateurs de festival...).

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Hôtel Sofitel (El Hamma)

Jusqu'au 6 février :

Une exposition photographique nommée «Alger, ville de tous les contrastes» est organisée depuis le 6 janvier et se poursuivra jusqu'au 6 février prochain tout en reprenant les travaux de la photographe Yasmin Lalleem. L'exposition s'intéresse, comme son nom l'indique, aux différents aspects de la capitale, au travers de photographies capturant la vie quotidienne d'une ville aux multiples facettes.

Salle des Actes de l'Institut Cervantès d'Alger (rue Khelifa-Boukhalifa, Alger)

Jusqu'au 25 janvier :

A l'occasion du 80^e anniversaire du Guernica de Picasso, l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger organisent une exposition intitulée «Dialogue hispano-algérien sur le Guernica».

Salle Ibn Khaldoun

Du 22 au 25 janvier :

Projection de *Star Wars : Les derniers Jedi, Insidious 4 : la dernière clé et C'est tout pour moi*.

Salle El Mouggag-Alger :

Projection des longs métrages *La La Land* et *Raid Dingue*

Salle Saâda - Oran :

Projection des films *La La Land* et *Raid Dingue*

Salle Ahmed Bey-Constantine
Projection des long-métrages *A bigger Splash* et *Raid Dingue*.



Coup-franc direct

Kerbadj, ou la logique de la terre brûlée

Par Mahfoud M.

Le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, ne «pourra plus sévir». Il vient d'être destitué par le patron de la FAF, Kheïreddine Zetchi, qui a mis fin à ses actions destructrices dans le football national. Jusqu'au dernier souffle, Kerbadj ne faisait que nuire à l'environnement de la balle nationale avec sa logique de la terre brûlée. Ne supportant pas que son ami de toujours qui l'avait «intronisé» soit débarqué, il avait tout fait pour mettre les bâtons dans les roues de l'actuel bureau fédéral. Il continuait à intercéder dans des affaires qui ne le concernaient pas, alors que ses prérogatives sont claires : il devait juste s'occuper de la gestion des deux championnats professionnels. Mais comme ses ambitions sont toujours grandes, il tentera d'empiéter sur les plates-bandes de la FAF, surtout avec cette affaire d'interdiction de recrutement de certains clubs endettés qu'il a faussée en qualifiant les joueurs de l'ESS qui n'avaient pas le droit de jouer tant que la direction de l'Entente n'avait pas effacé ses dettes, tout comme les six autres clubs concernés par la même mesure d'interdiction. Zetchi voulait, pour la première fois, appliquer la loi et la faire respecter, mais cela n'a pas plu à Kerbadj qui souhaite continuer dans le bricolage et la magouille.

M. M.

Au cœur du différend entre Zetchi et Kerbadj Quel avenir pour les joueurs recrutés au mercato ?

■ *Le clash a enfin de compte eu lieu et la FAF a décidé de mettre fin à la délégation des championnats professionnels (Ligues I et II Mobilis).*

Par Mahfoud M.

La raison principale de cette levée de boucliers est la qualification par le patron de la LFP, Kerbadj, des nouvelles recrues de l'Entente de Sétif, alors que ce club était interdit de recrutement, tout comme les autres clubs qui n'ont pas payé leurs dettes à leurs anciens joueurs et



Zetchi a enfin appliqué la loi

entraîneurs. D'ailleurs, Kerbadj reconnaît son «forfait», lui qui a outrepassé ses prérogatives, sachant que c'est la FAF qui avait posé cette condition aux clubs endettés pour leur permettre ensuite de recruter lors de ce mercato hivernal. «J'ai pris une décision et j'assume. L'Entente Sportive de Sétif (ESS) participe à la ligue des champions africaine et la date limite pour le mercato d'hiver était fixée au 15 janvier et il était inadmissible d'attendre la réunion d'aujourd'hui pour statuer sur ce cas», avait indiqué Kerbadj. En procédant de la sorte à la qualification de joueurs en faveur d'un club, et non à d'autres, le président de la LFP ne savait sans doute pas qu'il allait ouvrir la porte à un désordre total dans le championnat national, puisque les autres clubs frappés d'interdiction de recrutement pour les mêmes motifs vont crier à la hogra et demanderont à être rétablis dans leur droit. C'est donc pour cette raison que le président de la FAF,

Kheïreddine Zetchi, a décidé d'intervenir en urgence lors de cette réunion du bureau fédéral en mettant fin à cette cacophonie qui règne dans la gestion de Kerbadj qui n'est pas en adéquation avec la politique qu'il souhaite mener. En tout cas, Zetchi avoue qu'il a procédé en toute légalité. «Nous avons usé de l'article 20 de la convention signée en 2011 pour retirer la délégation de la gestion des championnats professionnels à la LFP. La compétition est désormais sous la tutelle de la FAF qui va gérer les championnats par le biais d'un directeur», a déclaré Zetchi. Toutefois, certains se demandent déjà quel sera le sort des joueurs recrutés par ces clubs, désormais interdits de recrutement, sachant qu'ils ne sont pas responsables de cette situation, même s'ils savaient quand même qu'ils allaient à l'aventure avec des clubs frappés d'interdiction.

M. M.

Jeux Méditerranéens 2021

Le stade olympique bientôt réceptionné

LES TRAVAUX du stade olympique (40 000 places) de Belgaïd, dans la commune de Bir El Djir (Oran), devant accueillir des compétitions aux Jeux méditerranéens 2021, enregistrent un taux d'avancement de 80%, a-t-on appris dimanche du directeur de l'équipement de la wilaya. La réception de ce stade olympique avec ses 3 terrains de réplique, piste d'athlétisme et annexes dont un centre de formation intégré, un parking de 230 places et un ensemble d'équipements intégrés, est prévue en septembre 2018, a souligné Mustapha Banouh, lors d'une visite sur site de trois jours d'une délégation du Conseil de la nation conduite par le président de l'information, de la jeunesse et de la culture, le sénateur Mohamed Ghersi, en présence du wali d'Oran et des élus locaux. Concernant les structures complémentaires adjacentes au stade olympique, le même responsable a fait savoir que le taux d'avancement est de 5%. Il s'agit du centre nautique avec ses trois bassins de natation dont une piscine indoor de 2 400 places, d'une salle omnisports ayant un caractère polyvalent pouvant accueillir 7 200 spectateurs. Un taux d'avancement de 60% est enregistré pour le village méditerranéen d'une capacité de 4 600 chambres, doté d'équipements d'accueil, restaurant, salles de sports, de jeux et de loisirs, d'un jardin et d'une piste cyclable, a-t-il ajouté. Le même responsable, qui a dressé un tableau de l'évolution des préparatifs de la 19^e édition des JM 2021 qu'abritera Oran, a mis en exergue l'effort consenti par les autorités dans la prise en charge des actions liées à cet événement en termes de réalisation d'infrastructures, de réhabilitation de certaines existantes. Pour sa part, le wali d'Oran, Mouloud Cherifi, a évoqué les grands axes des prépa-

ratifs techniques des JM 2021 pour assurer les meilleures conditions de cet événement, énumérant un nombre d'actions du programme concocté pour faire de ce rendez-vous un grand événement à la hauteur de la ville d'Oran et de ses ambitions. Il s'agit de l'installation d'une cellule de contrôle, initiée dans le cadre de la lutte contre les constructions illicites, la révision du schéma de circulation, la mise à niveau de certaines infrastructures sportives, la création d'un comité d'organisation, la mise en place également de trois comités locaux dont un chargé de l'embellissement regroupant des spécialistes et de représentants de la société civile, un autre technique en lien avec les fédérations sportives et un chargé de la formation de jeunes bénévoles (2 000) parmi les universitaires, notamment. Selon le directeur de la jeunesse et des sports, Badreddine Gharbi, toutes les opérations de réhabilitation et autres nouvelles actions liées à cet événement important pour le pays et sa jeunesse seront lancées dans les délais, citant au passage notamment la réhabilitation du palais des sports, du centre équestre «Antar Ibn Cheddad» d'Es-Sénia) et des courts de tennis de haï «Essalem» (ex-St Hubert), ainsi que la mise à niveau du champ de tir aux armes sportives de Bir El Djir situé au pied de la montagne des Lions. Dans son intervention, un membre du Conseil de la nation, le sénateur de la wilaya Abdelouaheb Benzaim, président de la commission de l'éducation, de la formation et de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a évoqué la nécessité de lancer les travaux d'extension du projet du tramway, notamment le tronçon USTO-pôle universitaire de Belgaïd, tout en proposant un

recours de la formule gré à gré pour le lancement de certaines opérations d'aménagement urbaines, pour éviter le problème récurrent des appels d'offres infructueux. Le président de la commission de l'information, de la culture et de la jeunesse, Mohamed Ghersi, s'est déclaré, quant à lui, satisfait de l'état d'avancement des travaux du stade olympique et de ses annexes et du village méditerranéen où il s'est rendu, à l'issue de la première journée de la visite de la délégation du Sénat qu'il accompagne. Le programme de la délégation du Sénat avait prévu pour la journée d'hier une sortie sur site pour s'enquérir de l'état d'avancement de la nouvelle aérogare et de sa tour de contrôle à l'aéroport international «Ahmed-Benbella», selon les services de la wilaya d'Oran.

CAN-2018 de handball Tunisie-Algérie (25-25) Les Verts ont donné des sueurs froides aux Aigles de Carthage

L'Algérie est passée à côté d'une précieuse victoire, dimanche soir à Libreville face à la Tunisie, se contentant du nul 25-25 arraché à la toute dernière seconde d'un match à suspense et riche en rebondissement, comptant pour la 4^e journée du groupe A de la CAN-2018 de handball. Ce 23^e derby maghrébin entre Algériens et Tunisiens en Coupe d'Afrique des nations (CAN) a tenu toutes ses promesses, pour le grand bonheur du public présent qui a assisté sans aucun doute au plus beau match du tournoi jusqu'à maintenant. Sur le plan comptable, ce nul ne fait nullement les affaires des Verts, lesquels visaient tout simplement la victoire mais qui, sauf surprise, devraient bouclier

le premier tour à la 3^e place. Les deux équipes se sont livrées à une rude bataille sur le terrain et chacune d'entre elles a eu sa mi-temps. Au tableau d'affichage, elles ne se sont pas quittées et se répondaient du tac au tac. Il a fallu en effet attendre la 23^e minute pour voir la Tunisie prendre deux buts d'avance (8-10), maintenant cet écart jusqu'à la mi-temps (11-13). Au retour des vestiaires, les Verts, qui ont sans aucun doute disputé leur meilleur match du tournoi, ont pris le taureau par les cornes pour passer devant au score à partir de la 35^e minute de jeu (15-14). Le gardien Adel Bousmal s'est particulièrement distingué en arrêtant trois jets de 7 mètres sur quatre, de même que l'arrière-

droit Abderrahim Berriah, élu homme du match avec ses six réalisations. Les hommes de Sofiane Haïouani ont continué à dominer jusqu'à la 57^e minute, quand les Tunisiens ont remis les pendules à l'heure à 23-23, avant de renverser la vapeur à dix secondes de la fin (24-25). C'est là qu'a surgi l'homme de la situation, l'allier gauche Riyad Chahbour, pour offrir un point précieux surtout pour le moral des troupes, en marquant à la dernière seconde du match dans un scénario qui rappelle son but ayant propulsé les Verts en finale de la CAN-2012 au Maroc aux dépens de l'Egypte 26-25.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

L'entraîneur français de Leicester City Claude Puel

«Mahrez est heureux avec nous»

L'ENTRAINEUR français de Leicester City (Premier league anglaise de football) Claude Puel a affirmé que le milieu international algérien Ryad Mahrez, convoité lors de l'actuel mercato d'hiver notamment en Angleterre, se montrait totalement investi au quotidien. «Je n'ai pas de position à prendre concernant les spéculations du mercato ! C'est toujours les mêmes questions qui reviennent à propos de Riyad. Toutes ces rumeurs, ça fait partie du mercato. Tant mieux si on parle de mes joueurs. Ça veut dire qu'il y a quelques qualités dans l'équipe. Il n'y a qu'à voir ses prestations, il est heureux avec nous», a-t-il affirmé dimanche soir sur la chaîne SFR Sport. Mahrez (26 ans) est en train de retrouver toutes ses sensations cette saison avec notamment 9 buts ins-

crits, toutes compétitions confondues, et 7 passes décisives en championnat. Des performances personnelles qui ont fini par attirer les convoitises des deux cadors anglais Liverpool et Arsenal. Évalué sur le marché des transferts par Puel à plus de 112 millions d'euros, Mahrez avait demandé à quitter Leicester l'été dernier, mais seul le club italien de l'AS Rome avait fait des offres fermes, avec une dernière de 32 millions de livres fermement rejetée par les anciens champions de Premier League. A 9 jours de la clôture du mercato d'hiver dans la plupart des championnats européens, tout porte à croire que Mahrez finira bel et bien son aventure avec les «Foxes» à moins d'un transfert de dernière minute.

Racim S.

Oran

La nouvelle aérogare internationale livrée fin 2018

LA NOUVELLE aérogare internationale «Ahmed Benbella» d'Oran sera livrée fin 2018, a annoncé lundi le directeur général de l'Entreprise de gestion des services aéroportuaires (EGSA) de la région ouest. Les gros-œuvres du bâtiment ont été achevés et l'état d'avancement des travaux des corps d'état secondaires (CES) ont atteint un taux de 55%, a indiqué Abdelkader Kessal, à la délégation du Conseil de nation, actuellement en visite de travail dans la wilaya d'Oran. La particularité de cette future infrastructure réside dans le fait que sa toiture sera recouverte de panneaux solaires made in Algeria dans une démarche haute qualité environnementale (HQE), a fait observer le responsable, précisant que 20 à 25 % des besoins de cette infrastructure en énergie seront assurés par ces panneaux photovoltaïques. Selon les explications fournies, la nouvelle aérogare sera dotée d'un système de gestion de type centralisé avec détection des mouvements des passagers pour une meilleure maîtrise des énergies électrique et solaire. Ce système disposera de 12 postes de contrôle passagers extensibles à 20, 18 postes d'enregistrement, cinq escalators, d'ascenseurs et de passerelles panoramiques et cinq tapis. Cette infrastructure aura une capacité d'accueil de 3,5 millions de passagers par an. Les membres du Conseil de nation se sont enquis de l'état d'avancement des travaux d'adaptation du parking-avion avec le nouveau terminal. Ce dernier sera doté d'un nouveau parking-avion qui sera réalisé dans un délai de 12 mois. Ils ont également constaté de visu l'état d'avancement des travaux des

pré-passerelles au nombre de 12, des trois parkings dont un à trois niveaux pour un total de 1 050 véhicules et de la route d'accès réservé au tramway dont l'extension devra mener jusqu'à la nouvelle aérogare. Par ailleurs, cette délégation de sénateurs a visité le centre de tri pilote de Médina Djedida, ouvert en septembre dernier, dans le cadre d'une opération de valorisation des déchets recyclables (plastiques et aluminium entre autres). Ces membres du Conseil de la nation se trouvent, depuis dimanche à Oran, pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux des infrastructures importantes entrant dans le cadre de l'organisation des Jeux méditerranéens, prévus en 2021 à Oran. M L

Enclave de Melilla

Plusieurs blessés dans une bousculade à la frontière

PLUSIEURS personnes ont été blessées, dont une grièvement, lundi lors d'une bousculade à la frontière de l'enclave espagnole de Melilla (nord), a-t-on indiqué de sources concordantes. L'incident a fait trois blessés, dont un homme qui a été hospitalisé «dans un état très grave», selon un communiqué de la préfecture de Melilla. «De façon imprévisible, une foule s'est précipitée, pratiquement en trombe, depuis le côté marocain sur les tourniquets d'entrée à Melilla», a précisé le communiqué de la préfecture espagnole. Le responsable local de l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH), Omar Naji, a fait état de «11 blessés côté marocain», précisant que la bousculade est survenue



Rabah Asma

«J'ai hâte de rencontrer mes fans à Alger»

■ «J'ai hâte de rencontrer mes fans à Alger pour leur présenter des chansons de mon dernier album «Lamane» et vivre une ambiance qui m'est très particulière», a déclaré le chanteur Rabah Asma lors d'une conférence de presse organisée hier au centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger.

Par Abia Selles

L'artiste d'expression kabyle Rabah Asma sera vendredi à la rencontre de son public en Algérie après une période d'absence. C'est à la salle Ibn Khaldoun que l'artiste anime une soirée artistique le 26 du mois courant, précise-t-il soulignant que : «J'ai hâte de rencontrer mes fans à Alger pour leur présenter des chansons de mon dernier album «Lamane» et

vivre une ambiance qui m'est très particulière». Ce spectacle organisé par l'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger sera une occasion pour «présenter des chansons de mon dernier album «Lamane» et revisiter des succès de mon répertoire artistique», a précisé l'artiste lors d'une conférence de presse organisée au centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger.

A propos de son nouvel album, Rabah Asma a déclaré qu'«il se veut un hymne pour l'amour, la fraternité et la paix avec des rythmes variés. A travers les huit chansons de cet album j'invite les gens à chercher le bonheur et vivre dans la joie et l'optimisme». Les textes de cet album sont écrits par le chanteur lui-même avec des arrangements du jeune Saed Bouchlouch. «C'est un jeune très talentueux avec lequel j'ai pu travailler en toute confiance. On se comprend bien et vite, ce qui a facilité notre tâche artistique», ajoute l'artiste. La musique de cet album se veut un métissage de genres algériens. «Il y a des fusions du chaabi, du rai, du alaoui et du gnawi», explique le chanteur. «D'abord, je suis un artiste de variété musicale. Je suis fier de mon algérianité avec toute sa diversité culturelle et artistique et j'assume ce choix jusqu'au bout», précise Rabah Asma.

Concernant le spectacle de vendredi, l'artiste a expliqué qu'il



Ph. > E. Sonnyaf - A.

sera accompagné de l'orchestre avec lequel il travaille depuis vingt ans, vu «la complicité qu'il y a entre nous. On se comprend bien et on réussit souvent à quitter la scène très satisfait ensemble». Revenant sur son absence de la scène culturelle algérienne, Rabah Asma a expliqué qu'il ne s'agit pas d'absence mais par contre «il faut savoir que je réponds à toute invitation pour des spectacles comme c'est le cas cette fois-ci avec Arts et culture de la wilaya d'Alger. J'anime aussi des spectacles en France et en Europe selon la demande et parfois j'aime prendre du recul pour passer des moments avec ma famille afin d'évaluer mon travail d'artiste». Il est à noter que trois autres concerts sont au programme de l'année en cours avec l'établissement Arts et culture pour les mois de juin, juillet et août. A. S.